

L'Humanité



Rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
22 décembre

No 590

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Les ouvriers de la Sica de Challans mettent à sac le fichier électoral

En juillet dernier, la SICA-SAVA de Challans (abattage de volailles) en Vendée déposait son bilan ; depuis 400 travailleurs ont été licenciés. 272 d'entre eux, bien qu'ayant reçu leur préavis de licenciement, n'en continuent pas moins à travailler.

Jeudi soir, une centaine d'ouvriers de la SICA — dont une partie des patrons sont membres du Parti socialiste — ont envahi la mairie de Challans.

Les ouvriers ont alors dispersé et piétiné des cartes et des fiches électorales. Ils ont ainsi osé s'attaquer à un symbole du pouvoir de la bourgeoisie : la mystification des saintes urnes. Cette action des ouvriers s'attaque au cirque électoral largement entretenu et préparé fiévreusement par tous les partis bourgeois jusqu'aux contre-révolution-

naires de la ligue trotskyste de Krivine.
(Suite p. 4)

A l'occasion du 4^e Congrès du Parti des Travailleurs du Vietnam, l'Humanité révisionniste et les trotskystes de « Rouge » ont insisté sur l'absence d'un représentant du Parti communiste chinois et insinué qu'il s'agissait donc d'un manque d'internationalisme prolétarien de la part du PCC. Or ce que cachent avec malveillance les révisionnistes et trotskystes, c'est que depuis la scission organisée par les révisionnistes soviétiques dans le mouvement communiste international, le Comité Central du Parti Communiste Chinois sous la direction du Président Mao a défini comme une ligne de

Préparation des municipales

BRANLE-BAS DE COMBAT DANS LA BOURGEOISIE

A l'approche des élections municipales les partis bourgeois fourbissent leurs

armes.
Ainsi à Paris, ville dont la gestion ouvre des perspecti-

ves d'ampleur nationale Giscard lui-même favorisait une candidature unique, celle de son ami d'Ornano. Le RPR évoquant les « principes démocratiques » a pourtant avancé de son côté celle de La Malène, un habitué des affaires immobilières.

A « gauche » le PS a décidé d'autorité de faire de Sarre « le candidat socialiste » et montre de gros appétits. Le parti révisionniste s'inquiète, alarmé par l'exemple de Marseille où Defferre cautionné par Mitterrand présente sa propre liste, refusant une liste d'« Union de la gauche ».

Polémiques, manœuvres, tractations et négociations diverses : les marchandages sont serrés dans la France entière.

Le PS, fort de sa progression électorale, conteste dans nombre de villes la composition des listes souhaitée par le PCF qu'il veut réduire à la portion congrue.

Il menace sinon, comme vient de l'annoncer sa Convention nationale de se présenter seul avec des « listes homogènes » aux élections, partout où un « accord n'a pu se réaliser ».

Les dirigeants révisionnistes protestent de leur bonne foi, déclarent qu'ils n'ont aucune « exigence excessive », qu'ils veulent simplement faire respecter l'accord national. C'est qu'ils comptent sur les listes communes « d'Union de la gauche » pour entrer en force dans les conseils municipaux

de nombreuses villes.

Dans la « majorité », l'UDR, devenue RPR s'efforce de redorer son blason sous la houlette de Chirac. Celui-ci veut par ce moyen permettre à la majorité de mordre sur l'électorat « socialiste », tout en se posant en rival de Giscard... pour le cas où une alternative s'imposerait plus tôt que prévu.

Si tous les partis bourgeois battent le rappel c'est que les municipales risquent fort cette année d'être suivies d'élections législatives anticipées. Face au mécontentement que suscite l'application du plan Barre la bourgeoisie renforce son appareil répressif. Mais elle compte aussi sur l'électoratisme pour essayer de désamorcer la montée des luttes populaires. Les travailleurs n'ont rien à attendre du cirque électoral. Tous ces politiciens bourgeois qu'ils soient de droite ou de « gauche » sont du même camp, celui de l'ennemi.

Ce que la bourgeoisie cherche, au travers des luttes d'influence entre divers clans, c'est le meilleur moyen pour assurer sa domination.

Les travailleurs doivent dès maintenant dénoncer cette mystification et se préparer à intensifier le combat de classe contre le plan Barre. C'est le seul moyen de combattre efficacement les conséquences de la crise que la bourgeoisie veut faire retomber sur leur dos.

INTENTIONS MALHONNETES ET PROPOS MENSONGERS

dans la presse révisionniste et trotskyste

principes de ne pas envoyer de délégation aux Congrès des Partis frères et de ne pas inviter de délégations de partis frères aux Congrès du PCC. C'est en lisant le bilan des expériences dans ce domaine que la décision fut prise : les congrès de partis frères furent en effet l'occasion pour les révisionnistes krouchtéviens et leurs successeurs de lancer des attaques publiques contre d'autres partis.

Et les partis animés d'une juste idéologie marxiste-léniniste ne pouvaient alors répondre sous peine de transformer le Congrès d'un parti frère en lieu d'affrontements publics.

Sans aller jusque là, sur des questions concernant l'activité commune de tous les partis, des divergences de point de vue peuvent exister.

Section CNRS du SGEN CFDT

Opposition aux déclarations de Maire

Depuis le 37^e Congrès d'Annecy, la direction bureaucratique et réformiste de la confédération CFDT, a lancé une véritable « chasse aux sorcières », chasse aux sorcières contre les travailleurs qui veulent se battre sur de justes positions de classe.

Comme l'indique la déclaration de la section nationale SGEN-CFDT (voir p. 4), Maire et sa clique montrent un profond mépris de l'adhérant, ils veulent stopper le débat d'idées au sein de la CFDT, réduire les travailleurs combattifs au silence, ils utilisent les mêmes méthodes manipulatoires que les bonzes révisionnistes de la CGT.

Les dirigeants réformistes comme leurs compères révisionnistes préparent avant tout la venue de la fausse gauche au gouvernement et pour cela manœuvrent de toutes leurs forces pour freiner le mouvement révolutionnaire de masse.

Mais en même temps, les prises de positions contre la bourgeoisie de « gauche » se multiplient et c'est une excellente chose.

Exposition

MAO TSE-TOUNG EDUCATEUR DES PEUPLES REVOLUTIONNAIRES

68, rue de Belleville

Du 18 décembre 1976 au 15 janvier 1977

Heures d'ouverture du lundi au jeudi
11 H - 13 H et 17 H - 19 H 30
Le vendredi : 11 H - 13 H et 17 H - 21 H
Le samedi : 10 H à 19 H 30
Le dimanche : 10 H 30 à 13 H



Sommaire

- Une déclaration du Parti communiste thaïlandais p.2
- Rennes-Lille Union, action contre la répressionp.3
- Des dockers face au social-fascismep.8

A l'occasion de son 34^e anniversaire

Une déclaration du Parti communiste thaïlandais

Selon la «Voix du peuple thaïlandais», le Parti communiste de Thaïlande a publié le premier décembre une déclaration à l'occasion du 34^e anniversaire de sa fondation soulignant la nécessité d'unir toutes les forces démocratiques et patriotiques, et de développer vigoureusement la guerre populaire pour renverser la clique au pouvoir des fascistes, réactionnaires et traîtres à la nation.

«Le 34^e anniversaire de la fondation du parti communiste de Thaïlande intervient, le premier décembre, dans une excellente situation marquée par le progrès de la révolution et une lutte frénétique de l'ennemi.»

«Dans les larges campagnes, l'armée populaire de libération et toutes les forces révolutionnaires du peuple ont su surmonter les difficultés et gagner en puissance dans le combat. Elles ont livré davantage de batailles, éliminé un grand nombre d'ennemis,

mobilisé largement le peuple, élargi le front uni, ouvert de nouvelles zones de guérilla, développé et consolidé les bases révolutionnaires.»

«Notre parti a persévéré avec conséquence dans la lutte pour l'indépendance, la démocratie et les intérêts du peuple, et il a participé avec sérieux à la juste lutte du peuple, l'a soutenue et l'a aidée. Notre parti a défini une politique très claire pour résoudre les problèmes du pays et du peuple, comme l'ex-

plique la déclaration en date du premier décembre 1968. La politique de notre parti a été favorablement accueillie et soutenue par le peuple de tout le pays. L'évolution de la situation a prouvé la justesse de cette politique.»

La déclaration indique qu'en vue de répondre à l'évolution et aux changements de la situation présente, le Parti communiste thaïlandais a ajusté sa politique actuelle. La nouvelle politique en dix points stipule que le parti «s'unira avec les forces des ouvriers, des paysans, de la petite bourgeoisie et des capitalistes nationaux de toutes les nationalités, avec tous les partis et organisations et tous les démocrates patriotes, étendra la guerre du peuple, éliminera les

forces de l'impérialisme US, renversera le régime fasciste réactionnaire et traître, établira un gouvernement populaire composé des représentants de toutes les forces révolutionnaires et édifiera une nouvelle Thaïlande indépendante, démocratique et prospère. Il «appliquera une politique étrangère indépendante, abrogera tous les traités, conventions et accords traîtres et inégaux, combattra l'impérialisme et l'hégémonie des deux supergrands en particulier, entretiendra des relations amicales avec tous les pays sur la base de l'égalité, du respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale et des avantages réciproques et s'unira et coopérera avec les peuples et nations opprimés du monde entier et soutiendra leurs justes luttes.»

En conclusion, la déclaration affirme : «pourvu que notre peuple s'unisse plus étroitement encore, mène une lutte énergique et attise partout les flammes de la révolution, la fin de l'ennemi s'approchera et le peuple gagnera la victoire dans les meilleurs délais.»

Argentine Liberté pour Mario Echenique secrétaire du Parti communiste révolutionnaire d'Uruguay

Le 17 septembre 1975, Mario Echenique San Pedro, citoyen uruguayen, était arrêté à Buenos Aires (Argentine) en compagnie de deux de ses frères : Antonio Tomas et Eden Mayo.

En Uruguay, Mario Echenique, marié et père de quatre enfants, était fonctionnaire de la justice et étudiant de la faculté de Lettres et Sciences.

Depuis de nombreuses années, il était un militant politique et syndical connu, œuvrant pour la cause de l'indépendance et des libertés démocratiques, pour la révolution. Il est en effet secrétaire du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) d'Uruguay depuis sa fondation en 1972.

C'est pour cette même raison qu'il a été jeté en prison en Argentine. Aucune raison légale n'existait pour que le gouvernement de Buenos Aires puisse procéder à cette opération. Mario Echenique et ses frères séjournaient avec leur famille dans la capitale argentine en situation parfaitement légale aux yeux des autorités.

C'est uniquement en raison de son activité politique dans son propre pays qu'il a été arrêté, en violation de toutes les règles du droit international.

Dans le dossier de son procès, Mario Echenique a déclaré courageusement avoir été torturé selon les méthodes barbares qui sont

quotidiennement utilisées dans les États policiers qui existent en Amérique latine. C'est sur son activité politique en Uruguay que ses tortionnaires argentins ont tenté, en vain, de l'interroger.

Aujourd'hui, il est toujours détenu en Argentine, inculpé sans aucun fondement de «violation de la loi de sûreté de l'État».

L'Argentine connaît à l'heure actuelle un état de siège qui permet de maintenir indéfiniment une personne en détention. Les forces de sécurité uruguayennes intriguent pour se voir remettre ce prisonnier politique qui les intéresse au plus haut point : son nom figure en bonne place sur la liste d'«Interpol» comme réclamé par la police uruguayenne.

Ainsi, les dictatures uruguayenne et argentine, soumises à l'impérialisme US, collaborent pour réprimer un militant révolutionnaire. Mais les militants révolutionnaires du monde entier, tous les hommes et les femmes épris de liberté, d'indépendance et de progrès, s'unissent de leur côté pour mener campagne afin de l'arracher des griffes de ses bourreaux. De nombreuses organisations, de nombreux militants révolutionnaires, démocrates sont déjà intervenus pour faire connaître le sort de Mario Echenique et imposer sa libération. C'est à leurs voix que nous joignons la notre.

URSS

Des fastes payés de la sueur et du sang des peuples

Brejnev vient donc de célébrer son 70^e anniversaire au milieu d'un faste sans précédent ; tous les représentants de ses intérêts dans les pays de l'Est placés sous sa botte étaient là au grand complet pour l'encenser et épinglez quelques nouvelles brochettes de décoration sur sa poitrine.

La «Pravda» et la presse officielle aux ordres du Kremlin se sont démenées pour rivaliser d'éloges : «Fils fidèle du peuple soviétique, militant communiste éminent, combattant ardent pour la paix, marxiste-léniniste conséquent...»

Parmi les décorations qu'il s'est fait voter, rien ne manque : l'ordre de Lénine, l'étoile d'or de héros de l'Union soviétique, «l'arme d'honneur avec représentation en or de l'emblème de l'État soviétique», etc.

A cette occasion, deux nouveaux films à la gloire de Brejnev et un luxueux album de photos ont été édités.

Mais toute cette écœurante flagornerie, toute cette quincaille épinglee à sa vareuse ne peuvent rien contre la vérité toute crue. En URSS même, dans les pays de l'Est, dans les pays du tiers monde comme aux yeux des peuples du monde entier, Brejnev apparaît de plus en plus clairement pour ce qu'il est : le chef de file d'une clique fasciste et impérialiste dont les paroles de paix ne couvrent plus le bruit de bottes et le roulement des chars massés aux frontières de l'Europe occidentale qu'il rêve de dominer.

L'ANNIVERSAIRE DE BREJNEV



Israël

Révisionnisme et sionisme ne font qu'un...

Le 18^e congrès du Parti révisionniste Rakah se déroule actuellement en présence de toute la fine fleur du révisionnisme et du Social-fascisme International (Russe, Polonais, Tchèque, Hongrois etc.)

Les dirigeants de ce Parti ont laissé entendre que l'on pouvait se débarrasser des deux qualificatifs «arabes» et «anti-sionistes» qui figurent apposés au nom du Rakah. Ces termes avaient en effet émis à l'époque où existait un autre parti révisionniste en Israël, le Maki, qui lui se réclamait ouvertement du sionisme. Depuis lors, le Maki n'existe plus et les dirigeants du Rakah estiment que cette distinction n'est plus nécessaire.

On les comprend d'autant mieux quand on sait que le congrès s'est ouvert aux accents de la HATTIKVAH, hymne national israélien et chant de guerre de tous les sionistes contre le peuple palestinien et quand on sait qu'ils proposent à d'autres partis sionistes une alliance électorale afin de gagner les élections, c'est à dire de gérer l'État sioniste d'Israël. Une fois de plus le révisionnisme montre son véritable visage d'ennemi et de traître aux luttes des peuples pour leur libération.

Vietnam

Le Parti des Travailleurs du Vietnam devient le Parti communiste vietnamien

Le Congrès du Parti des Travailleurs du Vietnam s'est clôturé lundi après qu'aient été prises la décision de transformer ce parti en Parti communiste vietnamien. Le Duan a été élu Secrétaire général, Pham Van Dong, Truong Chinh et Vo Nguyen Giap ont été élus au Comité central du Parti.



Guide des films anti-impérialistes

Par
Guy Hennebelle



- 300 films répertoriés
- 150 films analysés
- une foule d'adresses

Prix 15 F

E-100

Editions du Centenaire
24, rue Philippe-de-Girard
75010-Paris Tel. : 202 87 05



nouvelles intérieures

Union action contre la répression

Au procès de Léon Lanoé
éducateur nantaisImposante manifestation
de masse

«Acquittez notre camarade» scandaient plus de 4 000 personnes mercredi, devant le tribunal de Rennes où la justice bourgeoise jugeait en appel Léon Lanoé, éducateur de CAE (Centre d'Action Educative) de Nantes, déjà condamné en mars à 4 mois de prison avec sursis pour «incitation de mineurs à la débauche» li-sez... pour avoir discuté avec des jeunes de l'utilisation de contraceptifs et les avoir aidés à s'en procurer.

Des travailleurs sociaux

étaient venus de tout le nord et l'ouest de la France, (seule la CFDT a appelé à la grève sur le plan national), conscients que le procès de Léon était aussi le leur.

Les travailleurs sociaux de l'Orne distribuaient un dossier-réquisitoire contre la répression bourgeoise exercée par les Conseils d'administration et bureaux des établissements d'enfants, des handicapés décrivaient leurs conditions d'exploitation (salaires de 150 F par mois pour 45 h de travail par semaine, pension de 660 F par mois !)...

Dans le bus à Nantes, circulait une pétition signée par des chômeurs, des travailleurs, employés, mères de famille, étudiants, enseignants... Non, les travailleurs sociaux n'étaient pas seuls à protester contre la

répression qui s'abat parce qu'ils «recherchent les causes et ne se contentent pas de soigner les effets».

Ces problèmes dits sociaux : délinquance, chômage... nous savons bien qu'il sont en fait des plaies du système capitaliste.

Comme l'indiquaient les mots d'ordre et les deux objectifs de la manifestation, (le palais de justice puis la chambre patronale), celle-ci avait deux buts : la lutte contre la répression et la lutte contre le licenciement de 25 éducateurs du CAE de Nantes, licenciements dont le premier procès de Léon en mars a été le prélude.

Dès le début du procès, le juge tentait de baillonner Léon Lanoé en lui refusant le droit à la parole (il devait se contenter de répondre aux questions par oui ou par non). En fait Léon réussit à s'exprimer,

ce qu'il fait calmement et fermement.

C'est le procès de la bourgeoisie qui avait lieu dans la rue : «Justice bourgeoise, justice de classe au service du capital». Oui la manifestation du 15 à Rennes a été une manifestation offensive, refusant d'être à la remorque d'un quelconque parti de gauche. Bien sûr, les trotskistes de «Rouge», ces fidèles valets des révisionnistes, ont bien essayé de repêcher le programme commun avec leur slogan «Giscard, Barre minorité» mais il leur fallait force sauts de singes pour se faire remarquer.

Intentions malhonnêtes
et propos mensongers
dans la presse révisionniste
et trotskyste

(suite de la p. une)

L'attitude du Parti communiste chinois est ainsi conforme aux principes définis par le président Mao en matière de relations entre partis frères, de telle sorte que tous les partis, grands ou petits, sont égaux et que nulle ingérence d'un parti dans les affaires intérieures d'un autre parti n'est admissible.

Les congrès de chaque parti étant des instances suprêmes où l'on travaille à définir la ligne propre à chaque parti, il est donc tout à fait favorable que n'y assistent que des membres de ce parti.

Ce principe n'est nullement incompatible avec l'internationalisme prolétarien : le Parti communiste chinois ayant à sa tête le camarade

Houa Kouo Feng a d'ailleurs adressé un message très chaleureux au Congrès du Parti du travail du Vietnam. Et puis le Parti communiste chinois n'a-t-il pas montré concrètement et autrement que par la présence formelle de délégation son soutien résolu à la lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain et l'hégémonisme ?

A l'inverse la clique Brejnev qui envoie des délégations aux congrès des partis qui l'invitent ne manie-t-elle pas à tour de bras sa baguette de «parti frère» et ne s'ingère-t-elle pas dans toutes les affaires ?

Voilà qui montre que mesurer l'internationalisme prolétarien de façon formelle est une absurdité.

Amis lecteurs
aidez-nous
achetez toujours
L'Humanité rouge
dans le même kiosque

Clermont-Ferrand

GRANDES MANŒUVRES
POUR UNE MAIRIE

Depuis de longues années la municipalité de Clermont-Ferrand est tenue par la social-démocratie (SFIO, puis PS) en alliance avec les radicaux de gauche. A son actif : — destruction d'un des rares espaces verts de Clermont (le jardin botanique) pour implanter une résidence de «standing» et un hôtel de luxe de la chaîne «Frantel»

— destruction du quartier populaire du «Fond de Jaude» qui deviendra «un lieu de résidence à la hauteur d'une capitale régionale» (sic) et un «centre d'affaires» (où seront d'ailleurs implantées la mairie et la CGT), déportation des habitants du «Fond de Jaude» dans les HLM de banlieue (il est vrai qu'ils relevaient «pour une large part de cas sociaux», explique la municipalité !!!)

— mise en place de parcmètres dans le centre-ville confiés à une société privée

— un certain nombre d'opérations immobilières menées avec le promoteur Berlin, «socialiste» et patron de choc spécialiste de la répression antisyndicale contre ses employés CFDT

En projet : la «réhabilitation» du quartier du Mazet, habité par des travailleurs immigrés, opération de rénovation préparée par des opérations de police destinées à intimider les immigrés.

Les faux communistes du PCF qui n'ont pas de représentant au conseil municipal brûlent d'être associés à cette gestion éminemment «sociale» et «humaine». D'après les accords nationaux passés entre PS, PCF et MRG, 16 sièges sur 43 devraient leur revenir. Mais les sociaux-démocrates ne l'entendent pas de cette oreille et proposent... 9 sièges pour le PCF.

Le désir des bonzes révisionnistes de s'asseoir dans ces fauteuils convoités depuis longtemps et de participer activement à la gestion du capitalisme est si vif que le PCF, de lui-même, vient de faire une nouvelle proposition : 13 sièges, les autres étant réservés à des «personnalités» désignées d'un commun accord (donc avec droit de veto du PS) à des «courants politiques de gauche autres que ceux du

Programme commun» (perche tendue au PSU). On ne connaît pas encore la réaction du PS, mais Quillot étant plutôt «defferniste», il ne craindrait pas de suivre l'exemple de Marseille. Bref, une profonde unité et une touchante camaraderie règne dans les rangs de l'Union de la gauche !

Quant à la droite «classique», elle ne reste pas inactive. En une semaine, Clermont a reçu ou va recevoir la visite de Brousse (secrétaire d'État à l'artisanat), d'Haby et de Giscard (rien que ça !).

Dans le même temps, le docteur Canque vient de se porter candidat. Il présente son action comme celle d'un gestionnaire, prêt à collaborer avec les «socialistes» et même... avec les «amis qu'il possède au PCF». Signalons que ce gestionnaire «apolitique» est conseiller municipal de Chamalières (élu sur la liste de Giscard) et que son équipe comprend le chef de cabinet adjoint d'Haby et un conseiller technique de Barrot (logement).

Correspondant HR.

Lille

Des jeunes expriment
leur haine de la bourgeoisie

Un groupe de 7 jeunes, munis de bombes de peinture,

Le PCF aux côtés
de la Somival
contre Naussac

Comme nous l'avons déjà annoncé (HR No 587 du 17/12/76), le conseil général du Puy-de-Dôme (présidé par Arsène Bouclay, PS) a décidé afin de prendre une décision objective sur Naussac, d'entendre... la Somival !

Cette audition aura lieu le 5 janvier prochain dans la matinée. Les divers partis de la bourgeoisie sont divisés sur le fait de savoir si cette audition doit être publiée (en principe les séances du conseil général sont ouvertes à tous) ou à huis clos.

Georges Marignier (canton de Maringues) serait favorable à une séance publique, Arsène Bouclay indécis. Mais le conseiller général révisionniste Chaduc a pris position pour le huis-clos.

Pour éviter toute manifestation, tout débat public et pour laisser dans une ombre propice les tripatouillages entre la Somival et le conseil général, les révisionnistes sont toujours à l'avant-garde.

Correspondant HR.

et sont allés, la nuit, barbouiller des voitures luxueuses et peindre sur les murs diverses inscriptions condamnant la bourgeoisie. Ces actes, bien que de type individualiste et coupés de toute action politique à long terme, expriment la révolte d'une grande partie de la jeunesse contre la bourgeoisie. Alertés par un voisin mouchard, les flics sont venus à grands renforts de cars de police (alors que les assassins de travailleurs immigrés sont laissés en liberté !) les arrêter pour les conduire au commissariat central. Les flics se sont alors livrés à des insultes et à des manœuvres d'intimidation.

Ils ont d'autre part subi des interrogatoires qui sont allés jusqu'à des questions du genre : «Faites-vous partie d'une organisation ?» «Avez-vous des rapports avec le milieu ouvrier ?» démontrant la peur de la bourgeoisie devant la montée des luttes ouvrières. Les flics ont contrôlé aussi s'ils n'étaient pas porteurs de drogue.

Au commissariat, ils ont

été les témoins d'agissements fréquents : des flics cognaient d'autres jeunes contre des armoires métalliques ou les faisaient tomber volontairement...

Ils ont été déferés devant le tribunal Correctionnel de Lille; il est évident que la Justice bourgeoise n'hésite pas à infliger de lourdes peines, pouvant aller jusqu'à la prison ferme d'après le Code pénal.

La jeunesse Communiste marxiste-léniniste de France, en tant qu'organisation défendant les intérêts de la jeunesse anticapitaliste appelle tous les progressistes de Lille à soutenir concrètement ces jeunes en venant nombreux à leur procès, le mercredi 22 décembre au Palais de Justice. Il est très important de se retrouver beaucoup ce jour-là car la Justice bourgeoise n'hésitera pas à condamner plus fort si le public est peu nombreux.

Tous unis contre la répression, nous vaincrons !
Des JCMLF de Lille.





Section CNRS du SGEN CFDT

OPPOSITION AUX DECLARATIONS DE MAIRE

La section nationale SGEN-CFDT du Centre national de la recherche scientifique proteste vigoureusement contre les récentes déclarations d'Edmond Maire à la télé, le 2 novembre, et contre la teneur de l'éditorial de Syndicalisme-hebdo N° 1625.

Ces déclarations, cet éditorial nous paraissent d'autant plus inquiétants qu'ils font suite à un ensemble de faits que nous avons admis de plus en plus difficilement au fur et à mesure de leur déroulement :

— l'opération désignée sous le nom d'« Assises du socialisme »

— la façon dont furent menés certains débats à l'occasion du 37^e congrès confédéral

— la position du bureau confédéral, l'été dernier, concernant la « coordination des luttes »

— la suppression de la

tribune libre dans Syndicalisme-hebdo

le fait que le « rapport Maire », publié en partie dans le journal « Le Point » n'ait pas reçu de démenti — etc.

Nous constatons dans les déclarations de Maire et l'éditorial de Syndicalisme-hebdo un certain nombre de points.

1) un mépris fantastique de l'adhérent

Quelques exemples de phrases intolérables dans les récentes déclarations d'Edmond Maire :

« La naïveté... des militants... qui cherchent à avoir le langage le plus radical possible et deviennent une masse de manœuvre de l'ultra-gauche »...

« Croire qu'on possède une analyse scientifique parce qu'on a lu Marx et qu'on écoute sagement un topo par une formation CFDT qui répète ce qu'il a été en-

tendu par tel ou tel universitaire... »

Ces phrases, et bien d'autres avec elles, révèlent un fantastique mépris de l'adhérent qui dépasse les craintes que nous pouvions avoir jusqu'à présent concernant l'esprit bureaucratique des dirigeants de notre confédération. La CGT, au reste, dans une récente déclaration, ne s'y est pas trompée. Elle se félicite de voir la CFDT en 1976 agir comme elle le fit, elle, CGT, en 1968.

2) stopper le débat d'idées au sein de la confédération

Depuis une dizaine d'années, la CFDT tire une partie de sa force de l'ampleur du mouvement d'idées qui l'anime. Le débat, ouvert et incessant, est un pôle d'attraction pour de nouveaux adhérents. S'en prendre à l'extrême-gauche organisée « qui manifeste une volonté constante de subordonner

l'organisation à une pensée pré-établie », c'est en fait tenter d'endiguer le débat par peur qu'il n'entraîne trop loin. D'une certaine façon, c'est avouer une faiblesse dans notre analyse.

Pour dénouer le « cléricalisme marxiste », encore faut-il l'avoir dépassé. Pour notre compte, nous exigeons que le débat d'idées se poursuive sans exclusive au sein de la confédération.

3) réduire la minorité du congrès au silence

Une ambiguïté constante apparaît dans les déclarations du camarade Edmond Maire. Le bureau national reconnaît lui-même que les militants organisés des formations d'extrême-gauche ne représentent qu'un faible pourcentage des adhérents de la confédération. Pourtant, lorsqu'il s'en prend aux « gauchistes » et aux « basistes », E. Maire en estime le nombre à 20 % des effectifs. Cette proportion en fait est celle du courant minoritaire (jusqu'à 35 % dans certains votes) qui a marqué ses réserves, lors du 37^e congrès confédéral à l'égard de la politique menée par l'équipe dirigeante de la CFDT.

Sous prétexte de s'en prendre aux gauchistes et aux basistes, il paraît bien qu'E. Maire, en fait, tente de réduire au silence l'opposition qu'il a subie au 37^e congrès.

4) une majorité manipulatrice

En faisant l'amalgame entre certains individus délibérément anti-CFDT et les « gauchistes », en accusant constamment une poignée de militants politiques d'être manipulatrice, c'est bien la majorité qui l'est devenue. La lutte dirigée contre les basistes et les gauchistes considérés comme ennemis No 1 de l'organisation, nous apparaît comme destinée à masquer une opération que nous jugeons beaucoup plus néfaste. Les vrais coucou, aujourd'hui, à notre sens, sont au Parti socialiste. Il n'est pour s'en convaincre que de se rappeler la façon dont fut menée l'opération des « Assises du socialisme ». La prolifération actuelle des adhérents du PS dans toutes les instances dirigeantes. Le danger, actuellement, à la CFDT, en dépit des allégations d'Edmond Maire, c'est bien l'alignement progressif sur les positions du Parti socialiste.

5) contre l'esprit bureau-

cratique

La section CNRS du SGEN-CFDT dénonce en conséquence l'esprit bureaucratique des dirigeants de notre confédération. Pour nous, il n'est pas question, pour reprendre les mots de

Maire, que « l'état d'esprit anti-bureaucratique prenne des allures anti-organisation ». C'est bien au nom de la CFDT, notre organisation, que nous lutterons contre cette bureaucratie qui s'instaure.

Palaiseau villebon (Essonne)

La SGE Sicra en grève depuis le 15 novembre

Le 15/12/76, la section CFDT donnait une conférence de presse, à laquelle a assisté le correspondant de notre journal.

En voici un bref résumé :

La SGE SICRA

La SICRA est une entreprise de gros oeuvre du bâtiment contrôlée à 99 % par la SGE, elle-même filiale du groupe CGE. Elle emploie plus de 500 travailleurs sur divers chantiers de la région parisienne. C'est le chantier de Palaiseau-Villebon (35 travailleurs en majorité immigrés) qui est en grève.

La situation dans le bâtiment

Dans la région parisienne, il y a plus de 20 000 entreprises du bâtiment dont 13 000 comptent moins de 8 salariés. 45 % des travailleurs du bâtiment sont des immigrés. Ce pourcentage atteint 75 % dans les entreprises de gros oeuvre.

La crise économique touche durement le bâtiment, d'autant plus que c'est un secteur où le pa-

tronat cherche à faire des restructurations. Le chômage y touche plus particulièrement les travailleurs immigrés.

La grève à SGE SICRA de Palaiseau

Elle a démarré le 15 novembre car les primes prévues ainsi que les augmentations de salaires promises n'avaient pas été versées.

Les revendications :
— suppression des primes à la tête du client,
— 1,20 F/H pour tous,
— chaussures de sécurité gratuites et une paire de bleus par an.

Réponse de la Direction :
— refus de l'augmentation de salaire si ce n'est l'application de la nouvelle grille SGE (5,4 %)

— paiement des chaussures à 40 %

— refus des bleus (proposition d'une simple réduction du prix).

— menaces et chantages : demande de reprise individuelle du travail, proposition d'avance de salaires remboursables.

La grève continue donc depuis 5 semaines avec présence effective des travailleurs sur le chantier.

Les ouvriers de la Sica de Challans mettent à sac le fichier électoral

(Suite de la P. 1)

Ils ont objectivement montré qu'il n'y avait rien à attendre des urnes, que les élections sont contradictoires avec les intérêts des travailleurs. Ceux-ci ont pour ennemis la classe bourgeoise dans son ensemble et pour l'abattre il ne faut pas s'en remettre à elle qui organise le cirque, mais au contraire la combattre dans tous ses aspects. Imaginez

que tous les travailleurs en grève fassent ainsi irruption dans la mairie du coin et mettent à sac le fichier électoral : quelle panique ne s'emparerait-il pas de tous ces grands « démocrates » !

Nous sommes à la veille des municipales : c'est une idée qui devrait faire son chemin !

La belle Jardinière

Les employés ripostent aux licenciements par l'occupation du magasin

La direction du magasin du Pont-Neuf a annoncé le 15 décembre le licenciement de 62 employés sur 112. Cette nouvelle décision de licenciement entre dans le cadre d'une restructuration du groupe Agache-Willot qui touche d'autres entreprises du groupe. Dans le cas de la Belle Jardinière, il est possible que les frères Willot veulent liquider à terme le magasin pour réaliser une fructueuse opération immobilière.

Les frères Willot se moquent pas mal du sort des travailleurs qui les engraisent mais malheureusement pour ces capitalistes, les travailleurs ont choisi la lutte pour défendre leur gagne-pain. Dès le jeudi 16 décembre, à l'appel des sections CFDT, CGT et CGC, ils ont voté à 100 % une grève de 24 h reconductible avec occupation des locaux jusqu'à la levée des licenciements. Ils exigent le maintien de l'emploi sur place.

L'occupation des locaux est un argument de poids pour les patrons : elle les touche au portefeuille, partie sensible s'il en est, du capitaliste. En effet, les achats de fin d'année constituent une part importante du chiffre d'affaire des grands magasins. C'est ainsi que, même en tenant compte de la baisse actuelle des ventes, les patrons perdent par exemple 15 millions ce samedi 18.

D'ailleurs, la direction avait dû calculer les licenciements de telle sorte qu'ils se débarrassent de ceux qu'ils considéraient comme des esclaves inutiles juste après cette période de fêtes.

A l'occupation, la direction a réagi par la tactique habituelle : tentative d'intimidation en faisant appel

au droit et à une justice qui lui sont dévoués corps et âme. Donc constatation de l'occupation illégale par huissier, assignation au tribunal des référés ce samedi. Elle a aussi annoncé une réunion extraordinaire du Comité d'entreprise pour mardi.

Si à leurs côtés, les patrons trouvent huissiers, magistrats, flics et autres larbins appointés, les travailleurs de la Belle Jardinière doivent trouver leurs frères de classe pour imposer la suppression des licenciements. Symbole de cette solidarité à développer, une militante CFDT de la Samaritaine (située juste à côté) était venue aux nouvelles et parlait de son expérience d'occupation en 1968 (notamment de l'attitude qu'il

faut adopter face aux clients venus chercher une marchandise commandée et qu'il s'agit de rendre solidaires).

Les lecteurs de l'Humanité rouge peuvent soutenir les employés de la Belle Jardinière ne serait-ce qu'en la faisant connaître autour d'eux, et aussi en impulsant (en particulier dans leurs sections syndicales) la signature de motions de solidarité et la mise en place de collectes.

On peut prendre contact avec les grévistes au magasin : 1, rue du Pont-Neuf Paris 1^{er})

On peut envoyer des fonds :

UL-CFDT de Paris
30-415-90 La Source
Mention B.)

Un lecteur d'HR après entretien avec les grévistes



Unicopa-Carhaix (Finistère)

UNE SEMAINE DE GREVE FACE AU PATRONAT AGRICOLE DE « GAUCHE »

Après un blocage des salaires à plus 5 % en Commission Paritaire, une partie importante du personnel du groupe UNICOPA qui comprend 1 400 salariés s'est mise en grève pour obtenir :

une réelle amélioration du pouvoir d'achat soit plus 2 % sous forme d'une somme égale pour tous.

la progression effective des bas salaires : avant octobre 1664,30 F brut par mois pour 40 heures pour le plus bas échelon ; avant octobre 1830, 30 F brut par mois pour 40 heures pour la moitié du personnel d'une laiterie.

Alors que certains cadres touchent plus de 10 000 F par mois !!

le plan de retour aux 40 heures et l'application des

réductions acquises

l'indemnité de transport - la 5^{ème} semaine de congés payés.

L'amélioration des conditions de travail et de vie ; il faut savoir que le travail s'effectue dans l'humidité, la vapeur ou le froid et que les horaires sont pénibles (2 fois 8).

Cinq usines, avec leurs différents départements de productions, réparties dans le Morbihan, le Finistère et les Côtes du Nord ont marqué des débrayages de plusieurs heures, certaines aussi 2 ou 3 jours de grève et Carhaix 8 jours de grève.

Dans ces usines, où l'on transforme des produits laitiers, conditionne les volailles et fabrique les aliments du bétail, la plupart des ouvriers sont fils d'ouvriers ru-

raux ou de petits paysans. Pour beaucoup, c'est la première grève, et il y en a peu de tradition ouvrière.

Ces débrayages simultanés sont un premier résultat de l'organisation des ouvriers CGT et CFDT.

Un patronat de compétition

L'UNICOPA a été créé vers 1960 par un groupement de 18 coopératives de base pour établir soi-disant un rapport de force politique « de gauche » face à Landernau, la coopérative dite « de droite ».

Vers 1965, avec la loi sur l'élevage, les subventions, l'extension de la vulgarisation des techniques, c'est l'offensive de la modernisation. Sous l'influence d'un

directeur aux idées « socialisantes » et d'éléments de « gauche » dans la Recherche, des projets de concentration et d'intensification des productions s'élaborent (usines de déshydratation des fourrages et importants ateliers de bovins-viande et lait).

L'agriculteur garde ses terres en propriété, mais par un système de contrat la coopérative dirige la production.

De plus, à cette époque, d'importants groupes financiers s'intéressent à l'agro-alimentaire qui leur paraît offrir des débouchés rentables et de substantiels profits. (ils prennent le relais des crédits d'Etat par trop timorés, mais lâcheront en 1973).

C'est la période de modernisation des équipements (Tour Spray pour la fabrication du la poudre de lait, usine de fabrication de frp-mage, citernes et équipements réfrigérants, fabrication d'aliments du bétail).

C'était un grand projet d'agriculture moderne et intégrée avec un bataillon de technocrates à la direction.

La liquidation des petits producteurs

A cette même époque, UNICOPA rejette les petits producteurs. Avant Landernau (la coopérative de droite) elle n'équipe plus de bas réfrigérants les producteurs qui livrent moins de 300 litres de lait tous les 2 jours.

Partiellement appliqué, tout ce programme a permis de détecter les agriculteurs de pointe qui forment aujourd'hui le peloton de tête de la coopérative.

UNICOPA : 12 000 producteurs.

— Chiffre d'affaire : 1,5 milliards de francs.

— 16 établissements industriels, et une situation saine selon le président Danielou le 27/11/76.

LA BASE DE LA COOPÉRATIVE, pour la branche LAIT se compose actuellement donc de 3 groupes d'agriculteurs :

— les gros producteurs qui ont un cheptel de plus de 40 vaches laitières et qui tiennent les commandes de la coopérative.

les paysans moyens et endettés obligés de produire juste pour leur survie.

les paysans qui se sont agrandis un peu à force de travail, et qui à 45/50 ans disposent d'un cheptel moyen (25 vaches laitières).

Ces deux derniers forment la grande majorité des coopérateurs, mais ce sont ceux qui subissent aussi l'exploitation de la coopérative compte-tenu du prix du lait qui leur est payé par rapport au prix de revient.

Ce sont ceux aussi qui ayant été dans l'obligation d'investir paient un lourd tribut au CREDIT AGRICOLE.

Ils seront progressivement éliminés à leur tour : lorsqu'ils quitteront leur exploitation à la retraite, il n'y aura pas de successeur ; ou bien s'ils « ne font pas leur affaires », se sera une saisie des outils de production.

Les plus rapaces, qui se confondent souvent avec les premiers de notre classification, se partageront les terres.

Pour ceux-ci, qui aussi héritent souvent de parents aisés, le profit se fait sur 3 plans :

— sur la paie du salarié agricole (le vacher ou le « vieil ouvrier de famille »).

— sur l'élimination des petits producteurs environnants et la compétition avec les producteurs moyens en accaparant les terres, les crédits avantageux, les primes de quantité etc. Tout cela leur permet de produire plus, à un prix de revient inférieur, et de dégager une marge là où les autres perdent.

— sur la paie de l'ouvrier de l'usine de transformation (laiterie, fabrique d'aliment, abattoirs...)

Ces gros paysans ont leurs intérêts de classe, ceux de la bourgeoisie liée aux trusts et aux banques, ils participent aux décisions du Crédit Agricole. Ce sont eux aussi qui dans leurs organisations professionnelles bloquent toute possibilité d'organisation (quantum ou limites de production, paiement des produits à juste prix) laissant faire la loi du plus fort.

De « droite » comme de « gauche », ces paysans riches sont complices du pouvoir et du capital à la recherche du seul profit !

La situation

dans le bassin industriel de Decazeville

Le chômage !

Dans la région de Decazeville dans l'Aveyron, dans plusieurs entreprises les ouvriers sont menacés de chômage total ou partiel.

Vieille-Montagne (à Viviez), qui emploie 1000 à 1100 personnes, des menaces pèsent sur l'entreprise afin de concentrer la production à Calais dans une autre entreprise du trust.

Le 3 décembre, au cours d'une assemblée générale organisée par la seule section CGT (majoritaire et pour l'essentiel sur des positions de lutte de classe, alors que la CFDT qui est minoritaire est plutôt tendance CFTC), des critiques ont été faites par rapport au dernier Congrès CGT de Saint-Etienne. Des délégués CGT ont insisté sur la nécessité de l'unité de la classe ouvrière, classe contre classe, et la critique des journées d'action bidon.

Chez Valloirec (trust Usinor), la situation est à peu près identique, du chômage est prévu pour la fin de l'année.

Aux AUMD (trust Creusot-Loire/Empain-Schneider), des rumeurs circulent qu'il y aurait 300 licenciements sur 1 100 personnes, suite à un « trou » de 6 milliards !

La direction CGT, qui a collaboré directement avec l'ancien directeur, ce qui lui a valu des bonnes places de chefs, contremaitres, se partage en gros les voix avec la CFDT qui est suiviste à son égard.

Suite au travail des marxistes-léninistes les travailleurs reprennent de plus en plus « On ne négocie pas les licenciements, on les refuse ». Pour conserver quel que crédit les révisionnistes sont obligés d'adopter un langage « dur ». Les travailleurs veulent vivre et travailler à Decazeville.

Correspondant HR Decazeville



Lyon

Opération rénovation de la Croix-Rousse

50 immigrés expulsés de leurs logements par la police

Mardi 7 décembre, une cinquantaine de travailleurs immigrés habitant un garni de la montée de la « Grande côte » sont expulsés par les flics !

Après les récentes démolitions à la « Grande côte », le garni en question restait le dernier îlot habité du milieu de la « Grande côte ». Rappelons que Pradel voulait faire de cet endroit un espace vert comme il y en a beaucoup à Lyon : 14 étages, un ascenseur pour les employés et un pour les patrons !

La ville avait racheté le garni et devait en reprendre la jouissance le 26 octobre 76. Le marchand de sommeil Wanserl bénéficiait donc d'une sacrée tolérance ! D'autant plus qu'il a perçu illégalement les loyers de septembre à novembre (120 F par personne).

Mardi, la ville a donc pris un « arrêté de péril » pour déloger les habitants (alors que les expulsions sont interdites pendant l'hiver). En rentrant du travail, sans qu'ils aient eu le temps de manger, les flics les ont fait descendre avec toutes leurs affaires sur le trottoir. Ils vont rester comme cela pendant 2 heures puis être embarqués dans les paniers à salade ! On apprendra, d'un technicien de la ville, que les travailleurs n'étaient pas prévenus mais que c'était « pour leur bien » !

Le propriétaire Wanserl n'a eu, évidemment, aucun problème !

Pourtant, si on en croit le sieur Dijoud, la lutte contre les marchands de sommeil attire toute l'attention du gouvernement... dans la mesure où cela permet de remplir les foyers dont les travailleurs immigrés

se méfient à cause du manque de liberté entre autres.

Sur les 50 expulsés, 11 seulement se sont présentés à la Maison du travailleur étranger.

Voilà qui en dit long sur la rénovation du quartier de la Croix-Rousse. Elle vise en fait le départ des travailleurs (soit qu'ils soient expulsés, soit que le triplement des loyers prévus les oblige à partir).

En plus, les manœuvres d'intimidation continuent de plus belle. Un artisan de la rue Burdeau a été arrêté ! L'ex-présidente du Comité Croix-Rousse a été interrogée et menacée au moment où elle prenait des photos du garni, par 4 RG.

Le comité populaire a de toute façon pris ses précautions. Dès le lendemain, 350 signatures étaient recueillies sur la pétition. Profitant de la fête du 8 décembre, le comité a pu informer un bon millier de personnes des expulsions de la « Grande côte ».

Le PSU a, lui aussi, diffusé un tract, qui parle de « contrôle populaire », dont le seul résultat est de laisser croire qu'une restauration sociale est possible dans le système capitaliste et qu'il est possible de la contrôler !

Le comité ne laissera pas la ville agir à sa guise !

Relogement immédiat et respect de la dignité des travailleurs immigrés ! Français, immigrés, même quartier, même patron, même combat !

Correspondant HR Croix-Rousse.



Projet Super-Phénix

DES RISQUES QUE LA BOURGEOISIE NE PEUT PLUS CACHER !

Il y a quelques mois à peine le pouvoir niait toute possibilité de danger dans la construction du surgénérateur Super-Phénix. Le développement du mouvement populaire l'a contraint à un certain recul. Et récemment le groupe parlementaire socialiste vient de demander à l'Assemblée nationale l'ouverture d'une commission d'enquête.

Les divergences qui existent dans les milieux bourgeois sur la façon de développer les ressources énergétiques s'accroissent.

La bourgeoisie est notamment divisée sur les risques à prendre dans la mesure où ils sont tellement importants qu'ils pourraient porter atteinte à ses profits eux-mêmes.

Ainsi le pouvoir a voulu mettre les bouchées doubles sans avoir fait des études suffisantes pour pouvoir garantir la sécurité par des mesures draconiennes. Par contre le conseil général de l'Isère (majorité socialiste et radicaux de gauche) a voté pour le report du projet malgré l'abstention des conseillers généraux P.C.F. qui s'opposent à ce report «pour garder l'avance technologique de la France». Il faut dire aussi que les profits de cet énorme monopole d'Etat qu'est EDF sont en jeu ! La bourgeoisie française hésite donc, é-

cartelé entre son appétit de profit et la peur d'avoir les yeux plus gros que le ventre.

LA COURSE AUX PROFITS

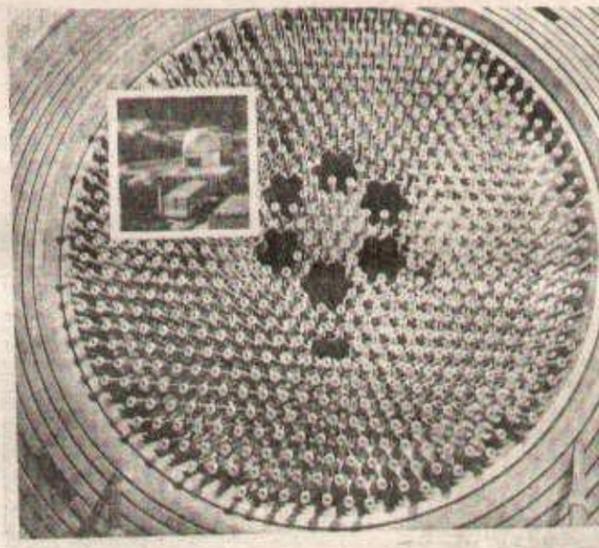
Lorsque le gouvernement a autorisé l'implantation du surgénérateur Super-Phénix en plein cœur de la concentration urbaine de Lyon, Grenoble, Annecy, Chambéry, il a pris bien soin de ne pas en informer la population. Quand celle-ci a protesté de façon de plus en plus massive il a fait intervenir avec sauvagerie ses bandes armées de CRS : le 10 juillet elles ont chargé plusieurs centaines de manifestants qui campaient près du site de Creys-Malville, retenu par EDF pour l'implantation de Super-Phénix, et ont fait de nombreux blessés.

Si le pouvoir est si pressé c'est que les monopoles capitalistes français sont bien placés dans la course aux surgénérateurs et qu'il y a un créneau de profit à occuper.

Il n'existe dans le monde que deux centrales équivalentes à Phénix (250 MW) en URSS et en Écosse. Alors que les USA n'ont pas encore commencé la construction d'un prototype de 300 MW et que

l'URSS est en train d'en construire un de 600MW, les capitalistes français mettraient en chantier avec Super-Phénix le surgénérateur le plus puissant du monde : 1300 MW.

Rappelons qu'EDF a 51% des parts dans la société européenne franco-italo-allemande NERSA qui joue le rôle de promoteur. Quant à la société NOVATON chargée de la construction elle associe deux monopoles



Le cœur des surgénérateurs contient cinq à dix fois plus de plutonium qu'un réacteur nucléaire ordinaire. Cela représente plusieurs milliards de fois la dose individuelle maximale admissible dans le corps humain, alors que le plutonium reste actif des dizaines de milliers d'années. Comment ne pas exiger des garanties absolues de sécurité !

«public» le CEA et «privé» Creusot-Loire en attendant Alsthom et d'autres alléchés par l'ampleur du marché.

DES RISQUES ENORMES

Les problèmes de sécurité sont tels qu'ils incitent des concurrents aussi puissants que l'URSS et les USA à la prudence.

La quantité de sodium nécessaire pour refroidir le cœur du générateur s'élève à 5000 tonnes alors que ce corps s'enflamme spontanément à l'air en déga-

geant des fumées toxiques et qu'aucune expérience à grande échelle n'a encore été réalisée pour savoir comment en maîtriser les risques. Contrairement aux autres centrales nucléaires, les surgénérateurs pourraient être le lieu en cas d'accident d'une explosion atomique appelée par les spécialistes «excursion nucléaire». Il s'agirait certes d'une «micro-explosion» mais elle dégagerait peut-être une énergie suffisante pour fissurer les enceintes de protection et libérer l'énorme quantité de produit radio-actifs contenue dans le cœur du réacteur faisant courir d'immenses dangers aux populations. La même chose pourrait se produire si les enceintes sont percées par des fusées en cas d'attaque étrangère.

C'est pour ces raisons que les USA ont retardé leur projet, que la commission britannique a demandé au gouvernement anglais de retarder le sien de 50 ans, que les partis bourgeois français eux-mêmes sont divisés.

informations générales

LES COLIS E.100

A l'occasion des fêtes, le «Monde en marche» - Marseille - 26 Bd des Dames - 13002 - 1er étage à droite, vous propose différents colis de Noël ainsi que des cadeaux à tous les prix de 5 F à 200 F (rouleaux sur soie).

COLIS E.100 : 20 F

Les classiques du marxisme-léninisme : «Sur la dictature du prolétariat» de Lénine, «Manifeste du Parti communiste» de Marx-Engels, «La guerre civile en France» de Marx, «La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky», «L'État et la révolution», «Sur la guerre et la paix» et «Que faire?» de Lénine, «Des principes du léninisme» de Staline.

En plus, vous aurez la brochure «Unité des ouvriers et des petits paysans» Collection E.100.

COLIS E.100 : 25 F

Connaissance de la Chine d'aujourd'hui avec une dizaine d'ouvrages : «Géographie de la Chine», «La Chine aménage ses fleuves», «Grands changements au Tibet», «Taking, drapeau rouge sur le front industriel», «Tatchai, drapeau rouge sur le front agricole», «Le canal du Drapeau rouge», «Métamorphose du Haiho», «Visite à Tongting (une commune populaire)», «La Chine nouvelle a 25 ans», «Aperçu sur l'économie chinoise».

En plus, vous aurez la brochure «Mobiliser tout le parti, développer l'agriculture» de Houa Kouo-feng.

COLIS E.100 : 30 F

Deux disques et deux affiches, mais aussi des affiches inédites (enfants, paysages, vie quotidienne, etc.).

Vous pourrez aussi sur place abonner vos proches ou vos amis à des périodiques chinois ou albanais. Venez nombreux. Profitez des fêtes pour faire connaître encore plus les réalisations des pays socialistes et diffuser le marxisme-léninisme dans votre famille et auprès de vos proches et amis.

Gault et Millau relaxés

LE TRIBUNAL A FAIT SON METIER !

Gault et Millau auteurs d'un guide gastronomique avaient écrit dans un numéro de janvier dernier de leur revue à propos de Marseille : «Les vrais Marseillais semblent avoir abandonné leur ville aux envahisseurs (...)

Gault avait écrit de la manière la plus raciste qui soit «foule frôleuse, patibulaire, désœuvrée, malade, pathétique...» Une plainte avait été déposée notam-

ment par la LICA (Ligue Internationale contre le racisme et l'anti-sémitisme).

Le tribunal de grande instance a donné raison à Gault, estimant qu'il avait simplement décrit des faits que lui donne la bourgeoisie.

Récemment il s'est montré particulièrement indulgent pour plusieurs membres du groupe «justice-pied-noirs».

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
PÉKIN	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30	42,7 m 42,4 m 45,9 m	7026 kc 7075 kc 6536 kc

IMPORTANT : Les longueurs d'onde 215 et 206 m (Tirana) sont dans la gamme des ondes moyennes (OM ou MW). Les autres longueurs d'onde, dans les bandes des 30 et 40 m, sont dans la gamme des ondes courtes (OC ou SW).

Si votre poste est gradué en MC au lieu de KC c'est facile de transformer : il suffit de diviser par 1 000 : 9677 kc équivaut à 9,677 mc.

Il y a un an disparaissait notre camarade ANDRE GUISINIER



Il y a un an, le 24 décembre 1975, notre camarade André Guisnier, militant actif du PCMLF, disparaissait accidentellement à l'âge de 30 ans.

Pour marquer la fidélité à son exemple et à son souvenir, sa famille appelle ses camarades et ses amis à se rassembler le 24 décembre prochain à 9 H 30 devant sa tombe, au cimetière de St-Genis-Laval (69).

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN, NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !



Théâtre

Une pièce à voir du Théâtre de l'Aquarium

Le «Théâtre de l'Aquarium» est une troupe professionnelle installée à la Cartoucherie de Vincennes. L'an dernier, elle a présenté «AH Q», d'après la nouvelle de Lou Sin (voir la critique dans les numéros 368 et 370 de l'Humanité rouge *). Cette fois-ci, le thème de la pièce, ce sont les luttes ouvrières contre les fermetures d'entreprises et les licenciements.

A L'ECOUTE DES TRAVAILLEURS

Le but que s'est fixée la troupe du «Théâtre de l'Aquarium» est de mettre son art au service du peuple. En témoigne l'enquête effectuée auprès de plusieurs entreprises en lutte (CIP à Haines, Réo à Fougères, Imro à Rouen, Lip à Besançon). Cette enquête n'a pas été gratuite car la vie du peuple est largement reflétée dans la pièce.

De nombreux problèmes sont abordés : pourquoi les patrons licencient-ils ? Que penser des cadres et de la maîtrise au chômage ? Les «spécialistes» sont-ils irremplaçables ? Comment résoudre les contradictions familiales pendant la grève ? Comment se fera la reprise ? Comment riposter à l'ennemi de classe ? etc.

Tout cela se traduit dans la forme par une multitude d'images poétiques qui synthétisent la riche expérience des travailleurs par le geste, la parole ou la musique.

Saluons au passage un remarquable travail de mime et les nombreuses trouvailles pour exprimer la réalité sous cette forme condensée. C'est là sans doute un des mérites de la méthode de l'improvisation, après enquête, sous le contrôle collectif de la troupe. Méthode que les acteurs ont utilisée avec bonheur, car les idées foisonnent sans faiblir du début à la fin, et les dialogues sont d'un bon niveau, pleins d'humour et de réparties.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Louable également est le souci de conclure le spectacle sur des perspectives politiques. Malheureusement, sur ce point essentiel, le résultat nous semble négatif. Tout en formulant certaines critiques, la pièce laisse apparaître un point de vue tout à fait erroné quant aux partis réactionnaires de la «gauche» et, par là, ne fait que s'enchaîner à la charrette du Programme Commun.

Ainsi dans la scène du «chômageopoly» (jeu créé par les travailleurs de Lip) le

soutien de la «gauche» fait avancer les travailleurs dans la popularisation.

Mais que vont-ils faire du soutien de la «gauche», les laissés-pour-compte du Parisien Libéré ? Et ceux de Larousse ? et ceux de Râteau ?.. Une fois que l'opération publicitaire est terminée, la «gauche» marchande les licenciements.

La scène «des gants blancs», pour représenter l'exclusion des 6 de l'Imro par les bureaucrates de la FFTL (Fédération du Livre-CGT), c'est une bonne idée mais pourquoi ne pas montrer le fil à la patte des bons syndicaux : le programme bourgeois du PCF et de ses amis ? Pourquoi laisser entendre qu'il vaut mieux voter que de s'abstenir avec le dernier personnage ? Laisser apparaître de tels propos ne revient-il pas — qu'on le veuille ou non — à faire courir des illusions sur ce programme anti-ouvrier qui vise à maintenir le système capitaliste géré par une équipe de «gauche», et à y apporter un soutien ? Soutien certes méfiant, mais soutien quand même, «FAUTE DE MIEUX !».

Suffit-il de dire que la «gauche» va pêcher à la ligne des bulletins de vote et qu'elle est faite de bric et de broc si, dans le spectacle, la perspective reste en définitive celle des élections ? Or cette perspective-là est celle de politiciens bourgeois arrivistes et ambitieux, ce n'est pas celle, objectivement, des travailleurs pour qui la seule perspective pour s'en sortir ne peut être que la révolution et le socialisme. Il n'y a plus rien à attendre du vieux système pourri et surtout pas un marche-pied «démocratique», soi-disant prélude du socialisme.

L'IMPORTANCE DU POINT DE VUE DE CLASSE

Il semble, pour terminer, que s'il est juste, nécessaire et très important, d'être à l'écoute des masses, d'enquêter et de se lier le plus étroitement possible avec elles, il ne faut pas penser pour autant que tout ce qu'avancent les travailleurs est juste et l'expression d'un point de vue de classe. La lutte des classes passe aussi par là et les idées bourgeoises, sous leurs apparences révisionnistes et réformistes, n'en sont évidemment pas absentes. Rapporter leurs propos et leurs points de vue, fournis par l'enquête, n'implique pas de faire sien les idées

révolutionnaires pêle-mêle avec les réactionnaires.

On doit toujours choisir, on doit toujours chercher à faire la démarcation. On ne peut enquêter parmi les masses en lutte sans avoir un point de vue de classe. Sur cette question, dans le cours de la pièce, apparaissent certaines ambiguïtés, en particulier en ce qui concerne la rentabilité et la viabilité des entreprises dont les patrons déposent le bilan. Même si ce courant existe parmi les travailleurs, la thèse des patrons sabotant et sacrifiant des entreprises tout à fait viables et

que pour cette raison les travailleurs doivent défendre leur outil de travail, est une thèse révisionniste : les travailleurs peuvent-ils défendre la machine qui sert à les exploiter ? C'est ce qui permet au PCF en particulier de proposer de l'élire aux prochaines élections, parce qu'il affirme, lui, être capable de gérer ce que «les incapables au pouvoir» ne savent pas faire !

Par contre, les travailleurs doivent lutter pour vivre et donc pour leur emploi. Toute une différence existe entre ces deux thé-

ses.

La troupe du «Théâtre de l'Aquarium» a entrepris une démarche et un processus décisifs qui la placent dans le camp des travailleurs, de la classe ouvrière et de la révolution. L'important — et ceci nous concerne tous — est de savoir avancer sur cette voie et d'être vigilant.

(*) Cette critique doit notamment : «La troupe de l'Aquarium s'est inspirée de l'esprit des idées corrosives de Lou Sin face à l'idéologie bourgeoise et réactionnaire. Il est souhaitable que cette troupe persévère dans cet esprit et s'adresse aux

larges masses, sans craindre d'aller à contre-courant et tout en cherchant toujours plus la meilleure façon de se faire comprendre.»

Le Théâtre de l'Aquarium présente à la Cartoucherie de Vincennes :

«La jeune lune tient la vieille lune toute une nuit dans ses bras».

LOCATION du mardi au samedi de 14 h à 19 h au 374-99-61. Tous les jours à 20 h 30. Dimanche à 16 h. Relâche les dimanche soir et lundi.

Place 25 F. Collectivités 17 F.

Cinéma à Aix

«1936» ou la mémoire d'un peuple téléfilm de Santelli

Tel est le titre d'un téléfilm de Claude Santelli sur le Front populaire. Ce réalisateur est connu pour avoir fait pour la TV des émissions «populaires», notamment pour les jeunes.

Son dernier film était projeté récemment à Aix-en-Provence. En premier lieu, on peut dire que ce film sert les desseins de l'Union de la gauche. Il veut nous faire comprendre la nécessité d'une union solide entre partis de gauche. Ce qui n'est pas le cas en 1936.

Les témoignages que Santelli a recueillis sont uniquement ceux de partis de gauche (du PC et du PS tels Mitterrand, Rocard, Mendès-France, Salini, Cogniot, Régis Debray). A une question posée par un spectateur sur le fait

Ce film propage également des idées défaitistes. Santelli montre quelques images du putsch fasciste de 19/3 au Chili. Régis Debray intervient alors pour dire que «tous les fronts populaires sont faits pour mourir».

De plus, à la fin de la seconde partie du film, le commentaire déclare que le Front populaire n'a réussi qu'à créer un certain bonheur et qu'à partir de là les masses, «n'ayant pas voulu aller plus loin», sont responsables de l'échec du Front populaire.

En clair, cela veut dire que ce sont toujours les masses qui sont responsables des échecs, mais surtout pas les tendances opportunistes qu'a montrées le PCF à l'époque.



En 1936, dans la cour de l'usine Lavalette à Saint-Ouen, ouvriers et ouvrières écoutent les nouvelles à la radio.

qu'il n'y avait aucun témoignage d'ouvriers, ayant vécu le Front populaire, dans son film, Santelli a répondu que cela lui aurait demandé trop de temps à les recueillir. Drôle de mémoire du peuple !

Santelli montre surtout le Front populaire à travers le personnage de Léon Blum. Son Front populaire ne se passe que dans les ministères.

Ce film est quand même intéressant pour les quelques révélations que y sont faites. Ainsi, Laurent Salini de «L'Humanité» nous apprend que Thorez était favorable à une participation des communistes au gouvernement, mais la majorité du Bureau politique du PCF était contre. Salini pense que c'était une erreur de ne pas y avoir participé (en bon révisionniste thorzien !)

Ce film ne plait pas non plus aux révisionnistes parce qu'on ne parle pas assez d'eux.

Alors qu'ils ont complètement trahi la classe ouvrière et le passé révolutionnaire du PCF, ils veulent se servir du Front populaire et surtout de la lutte de la classe ouvrière à cette époque pour masquer leur trahison.

Santelli ne sait pas encore si son film sera programmé à la TV. Par contre, si le Programme commun arrive au pouvoir en 1978, il pourra s'y exprimer largement ; tout cela sous les applaudissements des bourgeois de l'Union de la gauche présents dans la salle.

Correspondant HR Aix-Gardanne.

l'Humanité Rouge

Sur les quais de Lorient (2)

DES DOCKERS FACE AU SOCIAL-FASCISME

Depuis longtemps déjà des dockers, auxiliaires et occasionnels, refusaient un système basé sur le monopole de la CGT, sur la corruption, sur les privilèges de certains et la misère des autres. Ils avaient avant tout une exigence : le droit au travail des auxiliaires et occasionnels du port de pêche.

Depuis le mois de mai, des dockers avaient pris contact avec la CFDT pour mener ce combat.

Mais, tout va éclater à partir de la nuit du 1er au 2 novembre.

Les armateurs qui, jusque là, s'étaient fort bien portés du système en vigueur, décident de le remettre en cause. Une contradiction momentanée et secondaire va surgir entre eux et la CGT. Les professionnels du port de commerce qui jusque là, avaient priorité d'embauche au port de pêche, avant les occasionnels et les auxiliaires du port de pêche, n'auront plus cette priorité. Les armateurs veulent constituer un corps de dockers poissonniers. Leur souci n'est évidemment pas que les auxiliaires et occasionnels du port de pêche puissent travailler. Il est de préserver leurs profits.

Les dockers du port de commerce bâclaient en effet le travail et abimaient de nombreux poissons, afin de retourner à l'heure au port de commerce. Or, le poisson abimé ne se vend pas ou bien moins cher. De plus, à cette époque, les cours du poisson étaient au plus bas. Tout ceci ne faisait pas l'affaire des profits des armateurs.

Par ailleurs, par ce biais, les armateurs préparaient également le licenciement de nombreux auxiliaires. Une partie aurait été embauchée au port de pêche et les autres mis à la porte.

Mais de cela, la CGT ne s'en préoccupe pas. La seule chose qu'elle voit dans le projet des armateurs, c'est une atteinte aux privilèges des professionnels du port de commerce, tous CGT, qui ne pourraient plus passer avant les auxiliaires et occasionnels du port de pêche. Par ailleurs, le monopole CGT se trouvait mis en cause dans un second temps, puisque le corps de professionnels du port de pêche aurait été embauché par les armateurs. Au mois d'octobre, le ministère de l'Équipement donne raison à la CGT. Les dockers du port de pêche conservent la priorité d'embauche au port de pêche. Néanmoins, les armateurs maintiennent leur décision et son application à partir du 2 novembre à 0 heure.

Cette nuit-là, au port de pêche, la CGT appelle à la grève, par solidarité avec les professionnels du port de commerce.

Des dockers, la majeure partie des trieuses ainsi que des metteurs en ligne, refusent de se plier à cet appel. Cette grève vise en effet à défendre non pas les intérêts des travailleurs mais des privilèges. Elle vise à perpétuer une situation où certains se font un million par mois tandis que d'autres ne touchent pas un sou.

Par ailleurs, ce sont les marins-pêcheurs qui en font les frais. Alors qu'ils ont trimé dur pendant 15 jours en mer, si leur bateau n'est pas déchargé ils ne toucheront aucun salaire. La CGT veut ainsi dresser les dockers contre les marins (ceux-ci sont syndiqués à 97% à la CFDT).

Des dockers CFDT prennent donc le

travail avec la majorité des trieuses et des metteurs en ligne. Les marins-pêcheurs débarquent également leur poisson.

Le 3 novembre, alors que la CGT tient un meeting sur le quai, les dockers CFDT sont agressés et frappés par des professionnels CGT. Malgré cela, le travail a lieu, alors que la CGT maintient sa «grève». Dans les jours qui suivront, les agressions se multiplieront en présence de membres de l'UL-CGT. Un membre de l'UL-CFDT est également frappé. La femme d'un docker est interpellée dans la rue et un membre de la CGT lui dit : «Si on ne peut pas avoir ton mari, on t'aura toi!».

La tension monte ainsi jusqu'au lundi 8 à 0 heure. Les marins-pêcheurs sont en effet décidés à débarquer leur poisson. Ils sont environ 200, plus environ 200 travailleurs du quai, dockers, trieuses, metteurs en ligne. Si la CGT reste sur ses positions et veut à nouveau empêcher le déchargement des bateaux, ce sera l'affrontement. Les dockers CFDT demandent qu'une négociation s'engage avec la CGT pour éviter l'affrontement. Finalement, la CGT recule. Une négociation de 5 heures s'engage.

Les dockers CFDT demandent que 60 cartes professionnelles-pêche soient délivrées (c'est le chiffre maximum qui peut être obtenu) ainsi que 14 cartes occasionnelles et 20 autres pour les marins ne pouvant plus aller en mer. Les



Après l'embauche... Ces dockers n'ont pas été pris. Pas de travail, pas d'argent.

armateurs et du ministère de l'Équipement. Elle va recourir à tous les moyens pour tenter d'écraser les dockers CFDT, la violence, les menaces, la faim. Elle est prête à tout car son monopole est menacé. Quant aux armateurs, ils voient eux aussi se dessiner l'apparition d'un courant de lutte de classe. Aussi, les divergences entre ces messieurs vont vite passer au second plan.

Finalement, 4 d'entre eux seront exclus dans la liste des 55 demandes de cartes O. Mais les deux autres que Marin qualifie de «meneurs» sont rayés de la liste et privés de travail. La CGT déclare : «On leur fera la peau». Ils n'ont aucune ressource pour faire vivre leur famille. Leur seul revenu provient de la solidarité ouvrière organisée dans des entreprises comme l'arsenal. Par la faim, les dirigeants CGT veulent les briser. Ils doivent être candidats aux futures élections de délégués du personnel. Après un mois sans travail, ils réussissent à être embauchés dans la nuit du 7 au 8 décembre. A 6 h du matin, deux professionnels CGT arrivent, leur disant de partir et prennent leur place. La légalité est ainsi faite : à tout moment, un professionnel peut prendre la place d'un auxiliaire ou d'un occasionnel. Ils ont travaillé 6 h et ne seront payés que trois.

Mais malgré tout cela, le monopole CGT recule.

Aujourd'hui une trentaine de travailleurs du quai se sont regroupés dans une section CFDT. Certains sont encore contraints à la clandestinité en raison des représailles des patrons CGT. De plus en plus de travailleurs, auxiliaires et occasionnels sont en mesure de juger que si de nouvelles cartes, leur permettant de travailler, viennent d'être délivrées alors que durant des années il n'y en avait pas eu, c'est grâce à des dockers courageux que la CGT veut faire crever de faim.

Les dockers CFDT vont présenter une liste aux prochaines élections de délégués du personnel. Pour tenter de s'y opposer, la CGT mène campagne en déclarant que seuls des professionnels peuvent être élus. Jusqu'alors, les élections étaient une véritable mascarade. Seule la CGT présentait une liste. On ne savait même pas avant qui était dessus. Les travailleurs n'étaient pas informés qu'ils pouvaient barrer des noms. Et comme pour travailler il fallait avoir sa carte CGT, l'aliste passait à tous les coups.

Aujourd'hui, sur le port de Lorient, des choses sont en train de changer. Même si aujourd'hui rien n'est réglé et que la CGT est prête à tout pour maintenir son monopole.

(A suivre)



Jean Marin, permanent CGT des ports et docks, avec son collègue Krinicki, de l'UL-CGT de Lorient.

74 cartes doivent être attribuées à des auxiliaires du port de pêche et selon l'ordre de la liste d'embauche, qui est fixe selon l'ancienneté. Ainsi, alors que la

CGT veut que soient maintenus les privilèges des professionnels du commerce, les dockers CFDT exigent le droit au travail pour les dockers du port de pêche.

La CGT accepte en paroles ces revendications et un accord est conclu. Mais, par derrière, elle va le remettre en cause avec l'active complicité des

Voici en quoi ont consisté ces manœuvres.

Sur l'intervention de Jean Marin, permanent CGT des ports et docks, auprès du ministère de l'Équipement, la demande de 60 cartes O transformables en 60 cartes G est transformée en 55 cartes délivrées en deux temps : 35 d'abord puis 20 plus tard. La liste de 35 fixée en commun par la CGT et les armateurs exclut les dockers CFDT qui, selon la liste d'embauche, devaient y figurer.

Le 7 novembre, deux dockers CFDT sont à nouveau agressés physiquement.

Pendant un mois, 6 dockers CFDT sont privés de tout travail par la CGT.